



MINISTERE DES MINES

Le Ministre

ARRETE MINISTERIEL N° 0.751./CAB.MIN/MINES/01/2015 DU 15 JUL 2015
PORTANT APPROBATION DE L'HYPOTHEQUE DE L'AUTORISATION
D'EXPLOITATION DE CARRIERES PERMANENTE N° 11945
DE LA SOCIETE NYUMBA YA AKIBA SA
AU PROFIT DE LA CITYBANK N.A. LONDON BRANCH

Vu la Constitution, telle que modifiée et complétée à ce jour, spécialement ses articles 93, 202 point 36 littera f et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, spécialement ses articles 10 alinéa 1^{er} littera h, 12, 169 et 171 ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars portant Règlement Minier, notamment ses articles 359 à 364 ;

Vu l'Ordonnance n° 15/014 du 21 mars 2015 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République, et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 15/015 du 21 mars 2015 fixant les attributions des Ministères spécialement son article 1^{er}. B point 19 ;

Vu l'Ordonnance n° 014/078 du 7 décembre 2014 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres et des Vice Ministres ;

Considérant la demande n° 454 du 17 février 2015 d'approbation de l'hypothèque de l'Autorisation d'Exploitation de carrières Permanente n° 12525 et les pièces requises y jointes, introduite par la société **NYUMBA YA AKIBA SA** ;

Sur avis favorables du Cadastre Minier et de la Direction des Mines ;

ARRETE :

Article 1^{er} :

L'hypothèque sur l'Autorisation d'Exploitation de Carrières Permanente n° **11945** de la société **NYUMBA YA AKIBA SA**, ayant son siège social sis avenue Bas-Congo, Coin Avenue du Marché, n° 1087, à Kinshasa, Gombe, au bénéfice de la société **CITYBANK N.A LONDON BRANCH**, ayant son siège social sis avenue City Group Centre, Ville Canada Square, Commune de Canary Wharf, District London E14 5LB.



Article 2 :

L'hypothèque ainsi approuvée garantit des créances ayant un apport direct avec l'activité minière pour laquelle elle est consentie.

Article 3 :

En cas de constat de défaillance de la société PPC **NYUMBA YA AKIBA SA** de ses obligations envers la société **CITYBANK N.A LONDON BRANCH** à l'échéance convenue et fixée dans l'hypothèque du 04 février 2015, conformément à l'article 172 alinéas 1 et 2 du Code Minier, les sociétés bénéficiaires de l'hypothèque peuvent concurremment :

- engager la procédure de l'exécution forcée conformément au droit commun ;
- se substituer à la société **NYUMBA YA AKIBA SA**, par dérogation aux dispositions de l'article 261 de la Loi n° 73-1973 du 20 juillet 1973 portant régime foncier et immobilier et régime des sûretés telle que modifiée à ce jour, et requérir ainsi la mutation partielle ou totale de l'Autorisation d'Exploitation de Carrières Permanente n° 11845 si elle réunit les conditions d'éligibilité prévues à l'article 23 du Code Minier.

Article 4 :

Sur présentation du récépissé des droits d'enregistrement et du Certificat d'Exploitation de Carrières Permanente n° CAMI/CECP/6353/2011, le présent Arrêté donne lieu à l'inscription de l'hypothèque portant sur ladite Autorisation au dos dudit Certificat ainsi qu'au registre des hypothèques, des amodiations et des contrats d'option.

Article 5 :

Le Secrétaire Général des Mines et le Directeur Général du Cadastre minier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 15 JUL 2015

Martin KABWELULU

Ampliations :

| | |
|--|---|
| Cabinet du Président de la République | 1 |
| Cabinet du Premier Ministre | 1 |
| Cabinet du Ministre des Mines | 2 |
| Secrétaire Général des Mines | 1 |
| Cadastre minier | 1 |
| CTCPM | 1 |
| SAESSCAM | 1 |
| Direction des Mines | 1 |
| Direction de Géologie | 1 |
| Direction des Investigations | 1 |
| Direction de Protec. De l'Environ | 1 |
| Div. Provinc. Des Mines et Géologie du ressort | 1 |
| Sté NYUMBA YA AKIBA SA | 1 |

14